



Pinheirinho, la plus grande occupation urbaine d'Amérique Latine, est en train d'être durement réprimée

La communauté de Pinheirinho (São José dos Campos, Brésil, 97 km de São Paulo), la plus grande occupation urbaine d'Amérique Latine, est en train d'être militairement occupée en ce moment même. La Police Militaire (PM), sous le commandement du gouverneur de São Paulo, Geraldo Alckmin (PSDB, « Parti de la Social-Démocratie Brésilienne »), sous

couvert d'un mandat de la Juge Márcia Loureiro, a envahi par surprise la communauté où vivent près de 2000 familles et quelques 9000 personnes, parmi lesquelles 2600 enfants. Une opération de guerre contre d'humbles familles de travailleurs sans toit est en cours. L'évacuation ordonnée par la justice d'État est absolument illégale : elle est contraire à une résolution de la justice fédérale brésilienne.

La répression

Ce dimanche 22 janvier, à 6h du matin, quelques 2000 effectifs des troupes de choc de la PM, venant des communes avoisinantes, ont attaqué la communauté avec des hélicoptères, des bombes de gaz poivre et de gaz lacrymogène, des balles de caoutchouc et même des balles réelles. Depuis les airs, la PM a lancé des bombes de gaz contre cette population pauvre, contre les habitants de cette communauté, contre des travailleurs qui ne faisaient que revendiquer un lieu digne pour vivre. Puisque la communauté est maintenant occupée (plus personne ne peut y entrer ni en sortir), nous n'avons pas de données précises quant au nombre de détenus, de blessés ou de morts.

La population des quartiers voisins s'est solidarisée et est également réprimée. Dans la zone du *Campes de Alemanes* (Camps des Allemands), l'endroit où furent installées des tentes précaires pour y parquer les habitants de Pinheirinho, de nombreuses personnes se sont rebellées, ont incendié des véhicules et ont affronté la PM. Le climat à São José dos Campos est très tendu en plusieurs points de la ville.

Toninho Ferreira, l'avocat des habitants de la communauté, fut blessé dans le dos et dans d'autres parties du corps par des balles de caoutchouc, lorsqu'il s'approcha pour dialoguer avec la PM.

L'intendant et le gouverneur Alckmin sont les responsables

Les responsables de cet opération de guerre contre le campement de Pinheirinho y contre tout le mouvement social latino-américain, aux seuls fins de garantir la propriété capitaliste et d'assouvir la soif de profits des spéculateurs immobiliers, sont le gouvernement d'État et le gouvernement municipal dirigés par le PSDB (Alckmin et Eduardo Cury, respectivement), ainsi que la juge Márcia Loureiro, tous achetés par le grand capital.

Nous exigeons du gouvernement Dilma qu'il intervienne directement dans l'affaire et qu'il mette en œuvre des mesures concrètes en faveur des habitants de Pinheirinho, contre cette répression illégale et inacceptable.

Entourons Pinheirinho de toute notre solidarité!

Nous, la Ligue Internationale des travailleurs (LIT), nous condamnons énergiquement cet attentat contre la vie de familles de travailleurs et nous nous solidarisons pleinement avec leur lutte pour conquérir un endroit digne pour vivre.

Nous appelons toutes les organisations sociales et politiques d'Amérique latine et du monde à exprimer leur solidarité active avec la communauté de Pinheirinho et à dénoncer les atrocités du gouvernement de l'État de São Paulo, de la municipalité de São José dos campos et de la justice brésilienne corrompue. Nous devons continuer à nous mobiliser et à entourer de notre solidarité les compagnons de Pinheirinho. Leur lutte est notre lutte !

Amplifions la solidarité envers Pinheirinho !

Alckim l'assassin doit être dénoncé !

Dimanche 22 janvier, six heures du matin. Cette date va rester gravée dans la mémoire des activistes de tout le Brésil comme un symbole de plus de la violence du Capital contre les travailleurs pauvres. L'expulsion de Pinheirinho par 2000 soldats de la Police Militaire, ordonné par le gouverneur de l'État de São Paulo, M. Alckim, s'ajoute à la violente répression d'Eldorado de Carajás (Pa) et de Corumbiaria (Ro), durant lesquelles les paysans furent assassinés par les troupes envoyées par les gouvernements du PSDB (Parti de la Social-Démocratie Brésilienne).

Sachant qu'il y aurait une forte résistance des habitants de Pinheirinho, le gouverneur Alckim résolut de passer au-dessus de la sentence de la justice fédérale pour prendre le mouvement par surprise. La cruauté de la police et le manque de respect de la décision de la justice fédérale démontrent, une fois de plus, que l'État bourgeois n'est rien d'autre qu'une dictature au service du capital.

Les images innombrables qui circulent par internet, avec témoignages des habitants et scènes d'action de la police, démentent la farce du PSDB d'une évacuation « pacifique ». Il y eut de nombreux blessés, en commençant par le propre Secrétaire au logement du gouvernement fédéral, Paulo Maldos, blessé par des balles de caoutchouc. Toninho Ferreira, avocat des habitants de Pinheirinho et militant du PSTU, fut également touché par quatre balles de caoutchouc. Il y a des récits de la OAB (l'Ordre des Avocats du Brésil) et des habitants, parlant de morts, qui ne peuvent être confirmés à cause du contrôle dictatorial des informations dans les hôpitaux et dans le Pinheirinho.

D'un côté, la figure souriante de Naji Nahas, ce bandit millionnaire qui va utiliser ce terrain pour ses magouilles financières. De l'autre, les visages désespérés des pères et mères de famille qui voient leur maison détruite par les tracteurs de la préfecture du PSDB. Le PSDB, le parti au pouvoir au niveau de l'État de São Paulo et de la préfecture, restera toujours souillé de cette indignité. Chaque fois qu'Alckim et Cury apparaîtront en public, le cri « Assassin ! » surgira.

L'accroissement des luttes va s'affronter à la répression

La lutte de Pinheirinho est emblématique de ce début 2012. Le pays connaît une stabilité économique et politique, mais les luttes augmentent. L'année précédente fut marquée par de grandes grèves des travailleurs métallurgistes, de la construction civile, des travailleurs des banques, de la poste et des employés publics. En ce début 2012, y compris avant la période des grèves syndicales, la résistance de Pinheirinho est devenue le centre d'une série de luttes populaires, comme les mouvements contre l'augmentation des tarifs du transport à Terezinha (Pi), à Recife (Pe) et à Victoria (ES). Cette année, où les effets de la crise économique commencent à se faire sentir au Brésil – bien qu'il n'y ait pas encore de récession dans le pays –, les conflits vont être plus durs et plus radicaux.

Dans tous ces mouvements, il y eut une forte répression policière, montrant que l'augmentation des luttes trouve en réponse une augmentation de l'autoritarisme. Tant à Pernambuco que dans le Piauí, les gouvernements des États sont aux mains du PSB (Eduardo Campos, Wilson Martins, Renato Casagrande), montrant à quel point la réaction de la bourgeoisie est semblable, incluant les partis de la base du gouvernement fédérale.

La répression est une sérieuse menace envers tous les mouvements sociaux, qu'ils soient syndicaux, étudiants ou populaires. Il n'existe pas de conquêtes sûres, si la violence policière est considérée comme légitime. Il est très important que l'ensemble des organisations, y compris les organisations pro-gouvernementales comme la CUT, la UNE et le MST, s'unissent en défense de Pinheirinho, contre la répression policière envers tous les mouvements sociaux.

« Dilma, le mouvement exige que le gouvernement fédéral exproprie le terrain de Pinheirinho! »

Le PT s'est manifesté contre la violence de l'expulsion du territoire, commanditée par le PSDB à Pinheirinho. C'est très important mais cela ne suffit pas. Le gouvernement fédéral de Dilma détient le pouvoir d'État sur tout le pays, et bénéficie, de plus, d'un appui massif parmi les travailleurs. Il peut exproprier le terrain de Pinheirinho pour résoudre le problème social gravissime créé envers 2000 familles

sans logement. Pourquoi Dilma n'a-t-elle pas encore exproprié le terrain de Pinheirinho? Le PT ne peut agir en ignorant qu'il est au gouvernement fédéral et qu'il a la responsabilité de résoudre cette situation.

Nous appelons tous les mouvements sociaux qu'ils se joignent à nous pour exiger du gouvernement de Dilma qu'il exproprie le terrain de Pinheirinho et qu'il trouve une issue à la situation.

Le mouvement de solidarité doit s'amplifier

Le soutien à la lutte des habitants de Pinheirinho est très grand, tant au Brésil qu'au niveau international. Il y eut des meetings de solidarité dans les principales villes du pays, qui reçurent un large appui des organisations syndicales, étudiantes et populaires, toute orientation politique confondue, en commençant par la CSP-Conlutas, mais en comptant également avec la CUT et le MST. Au niveau des partis, le PSTU fut au centre de la résistance, mais l'ampleur du soutien s'étendit également au PT, au PSOL, au PCB et au PCdoB. Pour leur part, les artistes utilisèrent les remises de prix et autres occasions pour se manifester en appui au mouvement.

Au niveau international, il y eut des déclarations d'organisations et de personnalités du monde entier, comme le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos. Le mouvement Occupy Wall Street déclara son soutien à Pinheirinho. Dans plusieurs pays, des rassemblements eurent lieu devant les ambassades brésiliennes.

Il est temps maintenant pour le mouvement de s'étendre dans toutes les directions. Il est nécessaire que se réalisent de nouveaux meetings, mieux préparés et comptant davantage de participation. Et que tous se joignent à la dénonciation de la répression du gouvernement d'Alckmin, de même qu'à l'exigence que Dilma exproprie le terrain de Pinheirinho !

De plus, il faut assurer les habitants expulsés de notre solidarité. Pour le moment, ni la préfecture ni le gouvernement de l'Etat de São Paulo ne garantissent le logement et l'alimentation de ces personnes, ce qui n'a fait qu'aggraver les perspectives funestes de ces 2000 familles qui n'ont ni où manger ni où aller.

La CSP-Conlutas a ouvert un compte sur lequel peuvent être versés les dons de solidarité au mouvement:
Banco Do Brasil Agência 4223-4, Conta Corrente 8908-7 Central Sindical e Popular Conlutas.

Ligue Internationale des Travailleurs - QI

31 janvier 2012